

Montreuil, le 9 juillet 2015



**INTERVENTION DE LA FÉDÉRATION AU RASSEMBLEMENT ÉLUS FRONT DE GAUCHE ET ANECR
CONTRE LA MÉTROPOLE AUTORITAIRE DU GRAND PARIS
SÉNAT 9 JUILLET 2015**

La Fédération CGT des Services publics dénonce avec force la conception ultra libérale de la métropole de grand Paris, la politique d'austérité et le déni de démocratie qui accompagne sa mise en œuvre.

Plus globalement, la Fédération dénonce la désorganisation de la République décentralisée au profit des forces du capital, programmée par les lois MAPTAM et NOTRe.

Face au mépris affiché du gouvernement envers les principes fondateurs de la décentralisation : proximité, libre administration des collectivités territoriales, égalité des citoyens et des territoires, solidarité et cohésion sociale,

Face au mépris à l'égard des personnels territoriaux réduit au rang de variable d'ajustement budgétaire, percutés dans leur vie professionnelle et familiale par les fusions de collectivités, les transferts de services et réorganisations administratives, les mobilités contraintes sans concertation ni négociation,

La Fédération appelle l'ensemble de ses syndicats et l'ensemble des personnels des collectivités locales à la vigilance et à la mobilisation contre le projet de loi NOTRe et contre le projet de métropole autoritaire du grand Paris qui ne répondent pas aux exigences de progrès social et humain que portent la CGT.

La Fédération soutient le principe d'une ouverture au débat citoyen du projet de réforme territoriale en général et du projet de métropole de Grand Paris,

- Pour la défense et le développement des services publics de proximité sous maîtrise publique.
- Pour la garantie d'un financement solidaire et pérenne des collectivités locales et en particulier des communes et des territoires de la MGP.
- Pour la défense et le développement des emplois publics.
- Pour le respect des agents et du Statut de la Fonction publique garant d'une administration neutre impartiale et égalitaire et protecteur des droits fondamentaux du citoyen.
- Pour le maintien et le développement des droits des personnels, le progrès des conditions de travail et de la démocratie sociale.

Face à la pression capitaliste une autre conception de la société s'impose, elle s'obtiendra par le débat populaire, la résistance à l'oppression financière et la convergence des luttes progressistes politiques, syndicales et citoyennes.